La France de la diversité, la France face à la diversité : représentations et réalités (Baromètre politique français - Elections 2007)

Vincent Tiberj

▶ **To cite this version:**

Vincent Tiberj. La France de la diversité, la France face à la diversité : représentations et réalités (Baromètre politique français - Elections 2007). [Rapport de recherche] CEVIPOF. 2007. hal-00972999

HAL Id: hal-00972999

https://sciencespo.hal.science/hal-00972999

Submitted on 3 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La France de la diversité, la France face à la diversité : représentations et réalités

Par Vincent TIBERJ, chargé de recherche au CEVIPOF, Sciences-Po - CNRS, maître de conférence à Sciences Po Paris.

Auteur avec Sylvain BROUARD de *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque,* Paris, Presses de Sciences Po, 2005

Que sait-on vraiment des valeurs des « nouveaux Français », de la gestion de leurs identités, de leur religiosité ? Que représentent les associations et leurs porte-paroles qui disent s'exprimer en leur nom ? C'est ce que nous avons voulu savoir en organisant avec Sylvain Brouard et une équipe du CEVIPOF en avril 2005 une double enquête par sondage auprès d'un échantillon représentatif des citoyens français issus de l'immigration maghrébine, africaine et turque (immigrés naturalisés, première et deuxième génération née en France) et un échantillon représentatif de la population française en général, chacun comptant près de 1000 personnes[1]. Les résultats remettent en question certaines idées reçues, notamment sur la question de l'intégration, du communautarisme, ainsi que sur les alignements politiques.

Les difficultés de l'intégration : à qui la faute ?

Les Français en général se divisent sur la question de l'intégration[2]. Dans l'électorat, les lignes de partage permettent d'identifier trois groupes : les « multiculturels » (10%), les « républicains » (36%) et les « assimilationnistes » (46%). Pour ces derniers, s'il y a des difficultés d'intégration c'est avant tout du fait des immigrés : ceux-ci devraient s'intégrer sans revendiquer de droits spécifiques, y compris culturels. Cette attitude se double d'un préjugé ethnocentriste et d'un niveau d'autoritarisme sensiblement plus élevés que dans le

[1] Pour plus d'information sur l'enquête et les difficultés à sonder cette population voir *Français comme les autres* ? Presses de Sciences Po, p. 139-150.

[2] Pour plus d'informations sur la question et notamment la construction des conceptions de l'intégration voir Sylvain Brouard, Vincent Tiberj, « L'intégration vu par les Français : Assimilation, multiculturalisme ou communautarisme », à paraître dans *Hommes et migrations*, mai 2006.

reste de la population. Sur bien des points ils s'opposent aux « républicains » et aux « multiculturels » qui mettent en avant la responsabilité de la société dans les difficultés de l'intégration. Ces deux groupes, fortement représentés à gauche, sont en faveur des politiques de réduction des inégalités et des discriminations. Ils restent majoritairement positifs à l'égard de l'Islam et davantage éloignés des préjugés ethnocentristes. Ils se distinguent quant au modèle de France dont ils sont porteurs. Les « républicains » sont tolérants sur les conduites privées mais plaident pour le creuset et la neutralité républicains, tandis que les « multiculturels » penchent pour une France où les différences culturelles seraient privilégiées. Mais, l'opposition avec les « assimilationnistes » est forte, ceux-ci n'acceptant les immigrés que s'ils abandonnent toutes leurs spécificités, avec en arrière fond un rejet de l'Islam et un doute quant à leur volonté de devenir français.

Le contraste entre « anciens Français » et nouveaux Français n'est pas si important que l'on retienne la dimension religieuse, la question des identités ou celle de la volonté de réussite. Les Français issus de l'immigration ne sont que 59 % à se déclarer musulman, soit une proportion proche de celle des Français se déclarant catholique. Ils ont un niveau de pratique similaire à celui des catholiques et surtout l'islam ne semble constituer en soi un facteur de retrait de la société française. 67% des Français musulmans souhaitent que leurs enfants soient scolarisés dans une école publique sans éducation religieuse et 18% dans une école publique où une éducation religieuse serait possible. Ils sont 81% à être positifs à l'égard de la laïcité et 90% à penser de même à l'égard de la République. Très majoritairement, les musulmans français considèrent que la laïcité n'est pas un obstacle à la liberté religieuse[3].

Le communautarisme traverse l'ensemble des débats sur l'immigration et l'intégration, mais dans les faits ce danger reste largement surestimé. Les nouveaux Français ne se définissent pas la plupart du temps dans une opposition de l'identité religieuse ou culturelle à l'identité nationale. Quand il s'agit d'analyser la proximité à différents groupes, les Français de la diversité mettent en avant la proximité générationnelle et sociale (89% et 87%) puis celle aux Français en général (85%), bien avant la proximité aux

[3] Du point de vue des musulmans en général, le portrait est globalement positif au regard des relations avec le modèle républicain ; reste que nous avons également remarqué parmi les musulmans se rendant régulièrement à la mosquée un niveau préoccupant d'antisémitisme et de conservatisme sexuel (voir *Français comme les autres* ?, chapitres 4 et 5)

immigrés, aux coreligionnaires ou au pays d'origine de leur famille (76%, 71% et 77%). Plutôt que de s'opposer, ces différentes identités se renforcent et se complètent, faisant des nouveaux Français des citoyens pluriels. Surtout, si on prend comme définition du communautarisme une appartenance communautaire forte appuyée sur une reconnaissance de droits spécifiques et la valorisation de différences culturelles, à peine 4% des citoyens de la diversité remplissent ces trois critères. La tentation communautariste existe mais reste encore marginale en France.

Quant à la volonté d'intégration économique, si problème il y a, la responsabilité en incombe plus à la société qu'aux enfants de l'immigration. Contrairement à l'idée d'une culture de l'assistanat, c'est la volonté de réussite qui prédomine parmi les nouveaux Français, volonté qui dépasse de loin celle des Français en général et se transmet de génération en génération. 82% des nouveaux Français valorisent l'ambition dans le travail et 47% la réussite matérielle contre 55% et 30% de l'électorat français. Et c'est probablement là où le bât blesse, car à cette volonté de réussite la société peut répondre parfois par la discrimination. Alors que le parcours scolaire des enfants de l'immigration est similaire à celui des autres étudiants et soumis aux mêmes facteurs de réussite, notamment l'origine sociale, les taux de chômage diffèrent fortement[4]. Ainsi selon Jean-Luc Richard, parmi les 20-29 ans, le taux de chômage est de 15% parmi les enfants dont les parents sont nés en France, contre 20% pour ceux dont les parents sont d'origine tunisienne et 29% s'ils sont d'origine algérienne.

Politique : la diversité toujours à gauche

Le 4 juin 2005 Philippe Bernard dans *Le Monde* écrivait qu'Azouz Begag « est aussi le symbole du désamour progressif à l'égard de la gauche de la génération « beur » qui marcha «pour l'égalité» en 1983 et dont le Parti socialiste s'est longtemps cru propriétaire ». Qu'en est-il vraiment ? Les immigrés naturalisés et les enfants de l'immigration sont-ils dans une phase de désenchantement à l'égard de la gauche et de la politique en général ? Si c'est le cas, est-ce parce qu'ils se sentent mal représentés par la classe politique d'aujourd'hui ?

[4] Jean-Luc Richard, «Le rapport entre les niveaux de formation et la fréquence du chômage des fils et filles d'immigré (s) et les origines nationales de leurs parents», *Migrations et société*, mai 2006.

D'abord, il existe bien des évolutions parmi les élites issues de l'immigration maghrébine, mais ils sont loin de représenter l'ensemble des nouveaux Français. 63% continuent à se placer à gauche et à peine 10% à droite, un rapport de 6 contre 1 alors qu'au même moment l'électorat dans son ensemble se répartit entre 35% à gauche et 23% à droite, soit un ratio de 1.6. Si effritement il y a, il s'avère, au niveau des électeurs, extrêmement limité. De surcroît, les Français de la diversité ne comptent que 25% de « ni de gauche, ni de droite » contre 38% dans l'électorat, et on sait combien les « ninistes » sont porteurs d'un rejet de la politique classique. En ce qui concerne la proximité partisane, le schéma se reproduit, 76% des Français issus de l'immigration privilégient un parti de gauche (54% dans l'électorat), dont 49% le PS. Le rapport privilégié à la gauche persiste même dans la protestation. Ainsi généralement la défiance et le rejet à l'égard de la politique entraînent soit l'abstention soit le rapprochement avec le FN. Parmi les nouveaux Français, cela s'exprime par un rapprochement avec l'extrême-gauche.

Cet ancrage à gauche perdure quel que soit le milieu social de l'individu ou son capital économique. Parmi les cadres et professions supérieures, 64% se placent à gauche quand ils sont issus de l'immigration. Il en va de même pour plus de 60% des employés et ouvriers. La polarisation sociale ne joue donc pas parmi les nouveaux Français et, on ne constate pas de divorce entre les catégories populaires et la gauche contrairement à l'électorat en général où c'est dans ces groupes sociaux que les « ninistes » culminent. Cette fidélité à la gauche s'explique de plusieurs manières. Il y a d'abord une convergence normative entre la gauche et la « diversité » avec un attachement fort aux questions de réduction des inégalités et au rôle redistributeur de l'Etat. En cela les nouveaux Français font une synthèse originale et spécifique entre la réussite individuelle et la justice collective, que l'on ne retrouve guère dans l'électorat en général. Il y a ensuite la perception des intérêts des immigrés, et dans ce cadre c'est encore la gauche qui arrive en tête : 63% considèrent que les immigrés peuvent compter beaucoup ou assez sur la gauche pour défendre leurs intérêts contre 41% pour l'extrême-gauche et 29% pour la droite. On retrouve quelque chose d'assez semblable à la fidélité des afro-américains les plus aisés envers les démocrates : la primauté de l'intérêt collectif sur l'intérêt personnel.

Pourtant, malgré cet alignement massif à gauche, trois points doivent être soulignés : d'abord, comme le reste des Français, les citoyens d'origine maghrébine, africaine et

turque sont 83% à considérer que « les hommes politiques ne se préoccupent pas des gens comme eux » ; ensuite 23% d'entre eux ne sont pas inscrits sur les listes électorales en avril 2005 (30% parmi les 18-24 ans), contre 7% dans l'électorat ; enfin la proximité à la gauche tend à décroître d'une génération à l'autre, les deuxièmes générations nées en France comptant 10% d'individus à gauche de moins que les immigrés naturalisés. En ce qui concerne la question de la place à faire aux candidats issus de la diversité, nous avons mené une expérience où l'on testait la qualité de représentation et le potentiel de deux candidats imaginaires[5], Guillaume Lachaise et Bilal Yassine, choisis aléatoirement et dont l'affiliation partisane était soit l'UMP soit le PS. Pour les nouveaux Français, le candidat le plus à même de les comprendre se nommerait Bilal et serait socialiste (81%) et le moins capable serait UMP et prénommé Guillaume (57%). La proximité politique et la proximité d'origine accroîtraient donc la qualité de la représentation. En termes de potentiel électoral l'effet serait le plus massif si le candidat était UMP, passant de 48% à 66% selon le nom, mais resterait en deçà de l'électorat possible d'un candidat PS qu'il se nomme Lachaise ou Yassine (74% et 79%). La diversité dans les candidatures peut donc être un moyen de resserrer les liens avec les nouveaux Français, voire de mieux les mobiliser.

L'objection pourrait être une perte de voix dans l'électorat traditionnel, mais ce n'est pas aussi simple. En termes de qualité de représentation, Bilal Yassine qu'il soit UMP ou PS est toujours crédité d'une meilleure capacité de compréhension que Guillaume Lachaise dans l'électorat en général. Quant à l'électorat potentiel pour l'UMP le gain serait de 5% et pour le PS de 12% si Bilal Yassine était candidat. L'explication réside dans la volonté de renouvellement des élites politiques que revendique l'électorat. Dans un sondage CSA d'octobre 2005, 89% des personnes interrogées souhaiteraient plus de femmes au parlement, 84% plus de jeunes et 55% plus de « personnes issues de l'immigration ».

Au final, où est la panne du modèle d'intégration ? Le communautarisme ? Il ne concerne qu'une minorité des nouveaux Français. Le péril islamiste ? La fréquentation assidue de la mosquée est bien associée à des niveaux forts d'antisémitisme et de conservatisme sexuel, mais ces deux attitudes ne concernent ni tous les musulmans et a fortiori ni tous les

[5] Pour une analyse plus approfondie voir Sylvain Brouard, Vincent Tiberj, « représenter la diversité : fardeau ou opportunité électorale ?, à paraître dans *les Notes de la FJJ*.

nouveaux Français. La grande majorité des musulmans est intégrée au vivre-ensemble hexagonal et en partage nombre de valeurs.

En revanche, la France est-elle capable de prendre en compte les nouveaux Français comme ils sont ? Il semble exister une voie médiane entre la stigmatisation de l'immigration et l'angélisme. Le politique a ici un rôle à jouer, en faisant en sorte que la demande de France qu'expriment les citoyens d'origine immigrée soit entendue, en faisant que le « modèle républicain » ne soit pas mobilisé pour masquer certaines discriminations qu'ils subissent au profit d'un traitement « égal » qui peut contribuer à faire perdurer les inégalités. Le politique a aussi un rôle à jouer dans la place qui doit être faite aux élus issus de la « diversité ». Le politique peut ainsi lui-même s'aider en retrouvant la confiance des électeurs.